

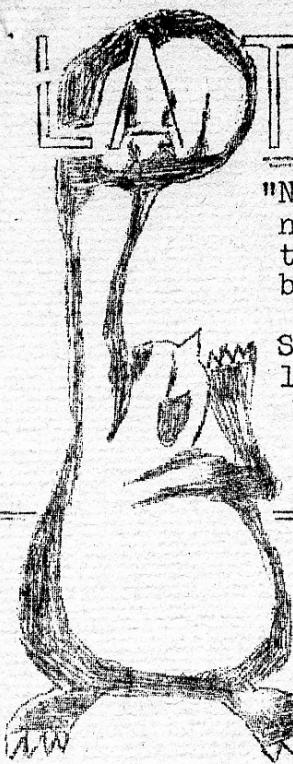
# L'ATAUPE ROUGE P&T

"Nous reconnaissons notre vieille amie, notre vieille taupe, qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement: la Révolution". K.Marx.

Supplément à ROUGE n° 179, hebdomadaire de la LIGUE COMMUNISTE.

N° 8

TRI-P.T.T. - GARE-ORLEANS.



## le 15 : lutte pour les revendications ou mobilisation pré-électorale ?

### I - LA GREVE DU 15, UNE SUITE LOGIQUE.

La grève du 15 se situe nettement dans le cadre des journées et semaines d'action des derniers mois, tantôt pour faire pression sur la Commission Supérieure des Conventions Collectives (23 Juin), tantôt, comme le 15 novembre, pour faire pression sur les parlementaires afin d'obtenir une rallonge budgétaire.

Ces mouvements ne constituent en rien un durcissement de la lutte montrant la détermination des directions syndicales de faire aboutir les revendications des travailleurs.

Bien plus, ces journées répétitives, ressenties chaque fois plus par la masse des travailleurs comme largement inefficaces contribuent à user la combativité et donc à diminuer la participation active aux luttes.

Or, confrontés aux exigences internationales et nationales (concurrence) le gouvernement et le patronat ont à maintes reprises montré leur intransigeance. Ils sont obligés, pour conserver leur expansion et leurs profits, de maintenir les salaires.

À une position sans cesse durcie, devraient correspondre des luttes sans cesse plus dures. Or il n'en est rien. La tactique syndicale consiste à maintenir les travailleurs dans leur mécontentement en leur faisant miroiter, comme solution à tous les problèmes, l'Union de la Gauche.

### II - L'AXE DU PROGRAMME COMMUN.

Le PCF et sa fraction dans la CGT ont choisi pour satisfaire les revendications des travailleurs, la solution la plus facile leur semble-t-il, mais de fait la plus irréaliste et la plus démobilisatrice.

La direction CGT affirme dans tous ses écrits que tous les problèmes actuels de la classe ouvrière trouveront leur aboutissement dans la mise en place du Programme commun de l'Union de la Gauche. Mais cette position comporte une énorme contradiction.

Pour faire aboutir et appliquer ce programme commun, les réformistes nous disent qu'il faut une puissante mobilisation populaire, seule force capable de s'opposer avec succès "à toute ingérence, pression ou représailles extérieures susceptibles de remettre en cause la réalisation des objectifs de démocratie économique et politique inscrits dans ce programme".

Mais comment peut-on parvenir à une large mobilisation sans une montée et une généralisation croissante des luttes.

Or, toutes les actions du type "grève pression" que les travailleurs ont connues cette année n'ont jamais suscité cet élan populaire tant

souhaité par les "bureaucrates syndicaux". Ceci s'explique par la tactique électoraliste des directions syndicales. Il s'agit de maintenir le mécontentement des travailleurs à un niveau contrôlable jusqu'à l'heure des urnes, car toute élévation risquerait d'engendrer un débordement qui entraînerait la faille de leur tactique électoraliste. Mais cette méthode possède un revers bien sombre; en effet, en imposant aux travailleurs un calendrier de luttes savamment agencé par les bureaucrates, les directions syndicales ne font qu'entretenir et développer un climat de démobilisation au sein de la classe ouvrière. La fraction PCF croit-elle que subitement avant les élections tous les travailleurs auront un niveau de conscience tellement élevé que dans leur totalité, ils envisageront le socialisme ? Cela tient de l'utopie la plus totale ou de la mystification la plus grossière. Seuls le développement et le durcissement des luttes permettront d'obtenir une large mobilisation des travailleurs. Ce sont des luttes dures et victorieuses qui augmenteront la mobilisation des travailleurs et non des journées nationales d'action et autres grèves pression vouées à l'échec.

### III - COMMENT LUTTER ?

Seules les luttes de masse ont permis à la classe ouvrière d'arracher des revendications importantes aux patrons. Aujourd'hui on nous dit que le "verrou" ne veut pas sauter. La conclusion à en tirer n'est pas d'attendre que le patronat veuille bien tirer le verrou mais au contraire d'intensifier les luttes, de se donner les moyens de vaincre :

- Par des revendications unifiantes et non par un catalogue de revendications catégorielles qui divise le mouvement.
- Par des formes de lutte efficaces: de la grève de 24h reconductible chaque jour à l'occupation générale en passant par les débrayages répétés désorganisant la production...
- Par un soutien actif aux grèves en organisant la solidarité ouvrière (comités de soutien), en popularisant la lutte dans la population, en organisant la solidarité financière...
- Par le respect de la démocratie ouvrière en élisant un comité de grève (comprenant syndiqués et non-syndiqués) responsable devant les AG journalières, comité de grève qui prend en charge l'organisation de la lutte, qui seul est habilité à négocier.
- Par l'organisation de piquets de grève et de piquets d'autodéfense capables de protéger les travailleurs contre toute attaque policière (CRS) ou fasciste (patrons, CFT...).

Il appartient aux travailleurs de décider eux-mêmes des formes d'action à employer, et non aux directions syndicales de leur imposer un "calendrier": l'efficacité de la lutte en dépend.

### IV - QUEL EST L'AVENIR DE LA GREVE DU 15 ?

Chaque secteur est appelé à débrayer à tour de rôle (toujours par crainte d'un débordement généralisé). Qu'il y ait des problèmes catégoriels, nul doute, mais face à l'Etat Patron c'est un rapport de forces d'ensemble qu'il faut créer.

C'est toute la politique de rentabilisation du secteur public qui doit être remise en cause. Il faut engager l'action et la prolonger jusqu'à ce que la direction cède.

Dans les P&T, le mécontentement est général. La mobilisation est donc possible avec des formes de lutte efficaces -les travailleurs ne croient plus aux grèves pression-.

Le cours de la journée du 15, les travailleurs adopteront dans les réunions et assemblées générales, une position critique face à ces journées nationales sans lendemain. C'est par leur participation active à cette grève qu'ils dissuaderont à l'avenir les directions réformistes de décider et d'imposer arbitrairement de formes de lutte inefficaces.

# CHILI : où en est l'Unité Populaire ?

Recentement, le président Allende a dissout son gouvernement pour en former un nouveau comprenant des militaires (le ministre de l'Intérieur est un général ! L'ordre sera maintenu !) Pourquoi des militaires ? pour s'allier l'armée en la faisant participer au gouvernement, pour écarter la menace d'un coup d'état militaire.

## L'INSTABILITE SOCIALE ET LA DETERIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

La bourgeoisie chilienne utilise toutes ses forces pour saboter ECONOMIQUEMENT et POLITIQUEMENT le gouvernement d'Unité Populaire. Cela se traduit par la fuite des capitaux à l'étranger, par la hausse effrénée des prix, par la constitution de stocks par les patrons, par les pressions de l'imperialisme mondial sur le commerce extérieur du Chili (Ex: l'embargo mis sur le bateau de cuivre chilien par la "justice" française à la demande d'une société US). C'est le sabotage économique.

Cela se traduit aussi par le développement des bandes fascistes qui manifestent en toute impunité, par les assassinats de paysans par les gros propriétaires terriens, par l'organisation de grèves politiques dans la petite bourgeoisie (commerçants, camionneurs ...). C'est le sabotage politique.

En désorganisant ainsi le pays, la droite chilienne espère faire tomber le gouvernement Allende "en douleur" aux prochaines élections (voir les récentes déclarations de Frey). Mais si les élections étaient favorables à l'Unité Populaire, il resterait à la droite la possibilité d'utiliser la manœuvre (la police et l'armée sont là pour ça).

## FACE A CETTE SITUATION, QUE FAIT L'UNITE POPULAIRE ?

Le gouvernement Allende tente d'écarter la menace que représente l'armée... en la faisant participer au pouvoir ! Alors que cette armée créée par et pour la bourgeoisie continue à participer à des manœuvres combinées avec les troupes US, s'entraîne à la lutte anti-guérilla à l'école US de Panama ! La seule solution est de dissoudre la police et l'armée et de les remplacer par les MILICES OUVRIERES ET PAYSANNES. Mais quand les ouvriers tentent de s'organiser contre la menace fasciste, le gouvernement Allende leur fait tirer dessus (la Hermida : 4 morts, une quinzaine de blessés !).

Le PC chilien, face à la détérioration de la situation économique, se lance dans une puissante campagne pour augmenter la production, appelle les ouvriers à travailler de plus en plus. La grève est redevenue l'arme des trusts, comme en France en 1945 ! Alors que c'est évidemment la bourgeoisie qui tire les bénéfices de toute augmentation de la production vu qu'elle possède toujours les moyens de production.

La seule solution est d'exproprier la bourgeoisie sans indemnisation, DE SUPPRIMER LA PROPRIETE PRIVEE DES NOYENS DE PRODUCTION.

## SORTIR DE L'IMPASSE

L'Unité Populaire refuse de se donner les moyens de sortir de l'impasse réformiste. Le MIR a compris que l'Unité Populaire était vouée à l'échec si elle continue dans cette voie. C'est pourquoi il lutte pour développer les milices ouvrières face aux menaces fascistes et militaires, il développe les organismes de double pouvoir (conseils communaux) à la base pour contrecarrer le blocage du parlement bourgeois, il réclame le respect de la démocratie ouvrière (c'est sans doute au nom de la démocratie ouvrière que le PC chilien a fait assassiner un militant du MIR à Concepción?). Et les travailleurs commencent eux aussi à tirer les enseignements de deux années d'Unité Populaire.

Les réquisitions d'entreprises se multiplient, des Comités de Vigilance et d'Auto-défense se créent, le contrôle ouvrier de l'approvisionnement et de la production est organisé... C'est l'unique voie qui permettra au Chili de sortir de l'impasse dans laquelle l'a fourvoyé l'Unité Populaire. Les travailleurs français tireront facilement les enseignements de l'expérience chilienne. L'Unité Populaire, ainsi que toute autre forme d'Union de la Gauche est vouée à l'échec si elle ne détruit pas le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Le socialisme ne se construit pas

par les urnes par la lutte. C'est ce que ne veulent pas voir les auteurs du Programme Commun.

# le 15 novembre : ACQUITTEZ COURBAIN !

Le 15 novembre, on remet ça ! Déjà le 11 octobre ces messieurs de la coloniale, Messmer, ex-ministre des TOM-DOM en tête, avaient voulu condamner en cachette Christain Courbain.

Courbain est antillais, c'est son premier tort. Il est de surcroît militant révolutionnaire, membre du Groupe "Révolution Socialiste" qui lutte pour l'indépendance et le socialisme dans les colonies antillaises de la France. C'est son second tort. Pourquoi est-il jugé ? Pour "injures et diffamation" envers la gendarmerie française et le premier ministre, Messmer. Qu'a-t-il dit en fait ? La stricte vérité sur l'assassinat d'un jeune lycéen, Gérard Nouvet, en Mai 71, à la Martinique, par les forces de répression coloniales, alors que sous les cris des manifestants, Messmer faisait la tournée des joyaux de l'empire colonial déchu.

Il serait diffamant, paraît-il, d'affirmer que la France tue et assassine dans ses colonies !

Serait-ce la fleur aux lèvres et non la grenade en sautoir que gendarmes et légionnaires pavoisent aux Antilles ?

Le but du procès intenté à Courbain est clair : frapper, par une forte amende, son organisation à la caisse. Pour que ceci soit mené à bien, il fallait d'une part "juger" Courbain hors de toute riposte populaire, donc en France et non aux Antilles ; et d'autre part, que les circonstances de l'assassinat de Nouvet ne soient aucunement prises en considération par le tribunal.

Sur ces deux faits, le colonialisme a déjà été mis en échec ; déjà, la veille du premier procès, le 10 Octobre, 3000 anti-colonialistes français, antillais et réunionnais sont descendus dans la rue, brisant le mur de silence, obligeant la grande presse à parler du procès. Le lendemain, le tribunal décide de joindre les attendus sur la mort de Nouvet au fond : ceci ne peut être que défavorable à Messmer et ses accolytes, puisque des témoignages irréfutables — et même un jugement rendu en juillet 72 en Martinique — prouvent que Nouvet a bien été assassiné d'une grenade en pleine figure.

La veille du procès du 15, le Groupe "Révolution Socialiste" tiendra avec la Ligue Communiste un meeting à la mutualité. Christain Courbain prendra la parole ainsi que Edouard Délépine, membre de la direction du GRS, ancien secrétaire général des Jeunesses Communistes du Parti Communiste Martiniquais, ex-membre du secrétariat du bureau politique du PCM. Ce camarade fut exclu du PCF après son refus de voter une résolution de soutien à l'invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

LE PROCES DE COURBAIN SERA CELUI DU COLONIALISME FRANCAIS.

ACQUITTEZ COURBAIN !

Pour prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE (section française de la Quatrième Internationale, écrivez à :

ROUGE. 10, impasse Guéméné. PARIS 4ème.

Pour prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE (section française de la Quatrième Internationale, écrivez à :

ROUGE. 10, impasse Guéméné. PARIS 4ème.